

## ArcelorMittal Florange veut croire à un arrêt temporaire de sa filière liquide

by Usine Nouvelle - vendredi, septembre 09, 2011

<http://correspondances.fr/arcelormittal-florange-veut-croire-a-un-arret-temporaire-de-sa-filiere-liquide/>

Ce matin, sur le site d'ArcelorMittal Florange, se tenait un comité d'entreprise extraordinaire (CCE), visant à expliciter la décision annoncée par le groupe jeudi soir de suspendre l'activité du P6, le dernier haut-fourneau en activité sur le site mosellan.

Les 514 salariés affectés à la filière chaude devraient être affectés à des opérations de maintenance, répartis sur d'autres lignes, voire sur d'autres sites, ou faire l'objet de mesures de chômage partiel que la direction vient de demander aux pouvoirs publics.

Les journalistes présents n'obtiendront aucune précision ni sur la durée prévisionnelle de l'arrêt, ni sur la capacité des deux hauts-fourneaux, déjà mis à mal par deux arrêts consécutifs au cours des deux dernières années, à redémarrer le moment venu, ni sur le montant des investissements nécessaires pour pérenniser le site.

Dès l'issue du comité d'entreprise, quelque 300 salariés de Florange, soutenu par leurs camarades de l'usine de Gandrange, des élus, syndicalistes et retraités, se sont réunis sur les voies ferrées conduisant à l'usine. En dépit du ton survolté des intervenants qui se succèdent au mégaphone, l'ambiance reste bon enfant, mais empreinte de tristesse et de perplexité.

La CGT revient sur les 6 milliards de dollars de bénéfices qu'ArcelorMittal s'apprêterait à annoncer et rappelle la valeur du site de Florange proche de ses clients, doté d'un centre de recherche, bien desservi par le réseau ferré et fort de la compétence reconnue de ses ouvriers.

La CFDT prévient que les pouvoirs publics seraient en droit de demander des contreparties au sidérurgiste, si celui-ci venait à demander l'indemnisation par du chômage partiel par la collectivité. L'orateur évoque « l'outil malade » de Florange, les investissements sans cesse différés et les engagements financiers indispensables pour sauver le site.

Amère, l'assistance évoque la visite de Nicolas Sarkozy venu promettre de sauver Gandrange dans la foulée de son voyage de noces en janvier 2008.